MOTION SUR LA PALESTINE

Le Congrès de la FGTB wallonne est indigné par la récente agression commise par l'Etat d'Israël contre la population palestinienne de Gaza. Selon l'ONU, le bilan est extrêmement lourd : 2.116 Palestiniens tués dont 495 enfants et 70% des victimes sont des civils. En outre, 17.000 maisons détruites, 220 écoles et 62 centres de santé endommagés. La population de Gaza n'est à l'abri nulle part et le blocus continue.

La réaction de la Belgique et l'Europe est trop passive. Le Congrès de la FGTB wallonne demande que l'Etat belge et la Wallonie jouent un rôle de précurseur pour faire respecter le droit international dans les territoires occupés. L'occupation militaire de la Palestine dure depuis 66 ans. Le mur de séparation et les postes de contrôle minent l'économie et la liberté de mouvement. Le tissu social palestinien et le bien-être de sa population en souffrent énormément. Les colonies, où habitent plus de 500.000 personnes, constituent la raison principale de l'épuisement des ressources naturelles et de l'accaparement du territoire palestinien.

La réalité sur le terrain démontre que la politique de l'Etat d'Israël et de son gouvernement empêche l'existence de toute paix juste et acceptable. Le développement économique et le travail décent sont rendus impossibles pour la population palestinienne, avec la pauvreté, l'incertitude et une société disloquée pour conséquence.

Le point de départ pour des initiatives régionales, fédérales et européennes devrait être la fin de l'occupation et ses manifestations physiques et politiques (Mur de séparation, colonies, blocus...).

Le Congrès de la FGTB wallonne demande que l'importation de tout produit provenant des colonies soit interdite.

Le Congrès de la FGTB wallonne considère que des missions économiques conduites en Israël par l'AWEX (Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements Etrangers) sont complètement inopportunes et qu'elles devraient en tout cas exclure tous les secteurs liés à la politique de colonisation et à la politique sécuritaire du pays, ainsi que les secteurs dont les activités sont localisées en territoires occupés. ■